



David Chartrand, Kelly McBride

- Le Canada, les populations autochtones et l'hémisphère (Winnipeg, 23 mars 2000),
- Se préparer à la réunion de Windsor (Ottawa, 26 avril 2000),
- Table ronde sur les armes de petit calibre et l'Organisation des États américains (Ottawa, 28 avril 2000).

Exposés d'options stratégiques :

- Canada et le trafic de narcotiques dans l'Hémisphère, James Rochlin (automne 1999),
- Le Canada et la ZLÉA : Réflexion sur les stratégies, Joël Monfils, Martin Roy, Gordon Mace et Jean-Philippe Thérien (automne 1999).

Les participants à cette série de tables rondes, représentants des gouvernements ou des milieux non gouvernementaux, ont tous appuyé la contribution de la société civile à l'élaboration de la politique étrangère. La pratique d'associer la population à la conception des politiques est un phénomène qui se développe à travers le monde. Par exemple, les discussions engagées par le CCDPE avec des représentants du ministère des Affaires étrangères du Mexique (Unidad de Coordinación y Enlace), la création d'une Unité pour la promotion de la démocratie à l'OEA et la présence grandissante des ONG aux événements organisés par les gouvernements témoignent de cette tendance. Le Canada possède, en particulier, une communauté florissante de citoyens concernés par la politique à l'égard des Amériques qui peut jouer le rôle de conseil ou de partenaire, et notre pays est perçu comme un des principaux promoteurs de l'inclusion de la société civile dans l'hémisphère. En dépit de ces tendances prometteuses, les décideurs sont confrontés au problème soulevé par les militants anti-mondialisation dans leur propre pays ou à l'étranger. La meilleure façon de réagir aux manifestations et de mieux intégrer les points de vue de la société civile a fait l'objet de nombreuses interrogations et l'on a souligné l'utilité d'écouter les messages envoyés par la rue, ainsi que le rôle important que jouent les stratégies de communication (Ottawa, 26 avril 2000).

Les tables rondes ont également fait ressortir que le Canada est particulièrement bien placé pour assumer un leadership dans l'hémisphère, vu que notre pays peut s'enorgueillir du respect qu'il inspire dans la région et, en tant que puissance moyenne sans antécédents coloniaux, n'apparaît pas menaçant. En fait, il a même été suggéré que le Canada soit envisagé comme une sorte de « Scandinavie » de l'hémisphère, à cause de la façon dont il exerce un pouvoir discret, notamment par le biais du développement économique communautaire (Third Way) ou de la démocratie sociale et du multiculturalisme (Ottawa, 30 août 1999).

La nécessité de relever les défis de la mondialisation et d'atténuer les conséquences négatives qu'elle peut avoir sur les démocraties encore fraîches d'Amérique latine est revenue dans les débats comme un leitmotiv. La sécurité humaine a généralement été perçue comme la bonne approche à adopter pour s'attaquer à la liste interminable des problèmes qui nous menacent à cause de la mondialisation. Si l'on en croit Barbara Arneil (Calgary, 17 mars 1999), ces menaces peuvent être globalement regroupées en trois catégories :

1. les menaces émanant du nouvel environnement économique (c'est-à-dire, l'émergence du prétendu « esprit de compétition » et la sujétion grandissante aux mécanismes des marchés pour assurer le développement économique et social, la polarisation croissante des riches et des pauvres, l'instabilité des marchés des capitaux, l'endettement, etc.),
2. les menaces émanant des problèmes transfrontaliers/ « transnationaux » qui vont croissant (c'est-à-dire, le trafic de drogue et d'armes légères, l'immigration et les mouvements de réfugiés, la dégradation de l'environnement, la propagation des maladies infectieuses, etc.),
3. les menaces découlant de l'évolution de la nature des conflits (les conflits naissent de plus en plus à l'intérieur des frontières d'un État et sont souvent provoqués par l'État lui-même ou par des instances paragouvernementales, si bien que c'est l'État qui est source d'insécurité).